

page 5

éditorial

PRE

Nous avons vécu avec elle 100 ans durant. Qu'en faire maintenant ? La Première Guerre mondiale a créé son siècle, et elle nous parle toujours : de ce que nous sommes, de ce que nous serons.

Fondatrice d'un siècle : l'affaire est claire. Le débat sur les causes de la guerre reste ouvert aux polémiques et les publications récentes n'échappent pas au choc des arguments¹ : facteurs politiques internes, dialectique des alliances et des appareils militaires, affrontement de géopolitiques organicistes voyant la vie des États comme expansion de puissance continue, etc. Mais l'analyse de la mécanique du passage de la paix au conflit armé est vite dépassée. Le premier conflit industriel et total du champ international a modelé notre vision de la guerre, de la mobilisation intégrale des sociétés, de la dynamique technique au service de la guerre. Il a créé un « système de guerre » nouveau, des formes opérationnelles et tactiques, des appareils armés qui fonctionnent jusqu'à nos jours. Il a ouvert une réflexion de long terme sur les rapports entre le politique et le militaire, non seulement en termes d'autorité, mais dans la définition même de la stratégie : est-elle manière de gagner la guerre ou de gérer un affrontement global – politique – qui la dépasse de beaucoup ?

Le premier conflit mondial pèse lourd dans l'affirmation des nations. Il dissout trois empires et porte au sommet le choc de visions nationales mises au service d'une révision des rapports de puissance, entre Royaume-Uni, Allemagne émergente, France... Il fait appel aux contingents de peuples colonisés qui, bientôt, mettront l'expérience au service de leur propre émancipation. Portant les nationalismes à incandescence – voir les débats sur l'« art allemand », l'« art français »... –, il manque faire disparaître l'idée même de nation dans l'opprobre de la guerre, en même temps qu'il amorce par ses ravages le déclin historique de toutes les nations européennes. Et pourtant, l'occasion de la guerre, de ses mobilisations économiques, sociales, morales, permet un renforcement des structures de chacun de ces États. Responsable de la conduite de la guerre, l'État moderne l'est aussi de la construction de la paix à l'extérieur des frontières, et il étend son contrôle interne à des champs de plus en plus larges de la société civile : le *Welfare State* européen naît de l'économie de guerre, puis de la nécessité de relever l'économie de la paix.

Les échanges économiques n'ont certes pas attendu le premier conflit mondial pour s'internationaliser. D'une certaine manière, le conflit est lui-même produit de la mondialisation de la fin du XIX^e siècle qui met en

1. On se reportera pour s'en convaincre à la rubrique « Lectures », en fin de numéro.

cause les anciens rapports de puissance. Mais la Première Guerre mondiale débouche sur une redéfinition de l'ouverture des économies (voir les fameux « Quatorze Points » du président Wilson) qui campe au cœur du système international, où elle sera réinstallée, sous des apprêts neufs mais toujours très américains, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale.

Pour que l'atroce conflit puisse être réputé « der des ders », il doit accoucher d'un nouveau système international et de références, de règles, permettant de le stabiliser. Pour dépasser le simple rapport des forces, l'idée d'organismes étatiques en développement et en compétition naturelle, ou un dialogue réduit aux plus puissants, il faut fonder le système sur la responsabilité des acteurs et sur le droit. C'est à l'issue de la Grande Guerre que l'on envisage, pour la première fois, de traduire en justice ceux qu'on accuse d'être responsables du massacre – projets concrétisés 30 ans plus tard à Nuremberg et à Tokyo. Et c'est ce même conflit qui pose les bases d'un système universel gérable, à travers les complexes montages des traités de la fin de la guerre et le beau nom de *société des nations*. La SDN ne sera ni universelle ni efficace, mais l'idée de créer de la sécurité à travers des accords et des forums pérennes, le tout dans un système organisant une coexistence permanente, est née.

C'est l'aube de la « sécurité collective ». Certes, les politiques savent depuis longtemps que la sécurité est le produit des décisions solidaires des adversaires et que les discussions occupent plus de temps historique que les combats. Mais pour la première fois se formalise l'idée d'un système, d'un ensemble aux parties différentes mais insécables et évoluant solidairement, dans quelque direction que ce soit. En multipliant les alliances bi- ou trilatérales, les dirigeants de l'avant-Première Guerre mondiale avaient cru produire collectivement de la sécurité : ils n'avaient fait qu'enclencher des mécanismes aggravant les situations de crise s'ils ne les créaient pas. Il s'agit désormais, à travers le multilatéralisme, de tenter de maîtriser le plus grand nombre possible de paramètres du système. La légitimité de la guerre semble définitivement naufrager dans l'horreur de 1914-1918. Avec un double et paradoxal résultat : d'une part les traités (Versailles, Sèvres...), dont la dureté voulait prévenir toute résurgence agressive – mais ils ne pourront être appliqués et, quand ils le seront partiellement, iront au résultat inverse ; de l'autre, l'instauration d'un système de sécurité collective – mais il en restera au stade de dangereuse ébauche.

Qui peut croire cet héritage digéré, perdu dans les souvenirs de famille ou les disputes d'historiens ? Commémorer en 2014, ce n'est pas ranimer un vieux feu, ce n'est pas célébrer, mais créer une mémoire. La créer sans cesse, tant elle ne peut être objective, tant elle tient à ce que nous sommes, à ce que nous devenons.

Délégitimée, la guerre ? Certes, d'abord dans le pacifisme de l'entre-deux-guerres. Mais elle l'est toujours, d'une certaine manière, dans nos pays. Une « délégitimation » aujourd'hui héritière de la folie de la première « guerre intégrale² », d'une hypothèse nucléaire qui menace d'une guerre sur-totale et de l'apaisement, plus récent, des relations de puissance entre acteurs dominants de la planète. L'image de la guerre totale serait-elle donc nécessaire à un ordre international pacifique ? Et hors de la guerre totale, la guerre survit-elle ? Oui, répondent les événements du jour... Mais alors quels acteurs concerne-t-elle ? En sommes-nous ? Si oui, de quels instruments devons-nous disposer pour y intervenir ou nous en préserver ?

Questions posées, entre autres, par l'actuelle « démilitarisation » européenne. Démilitarisation psychologique dérivant d'une fatigue de la guerre cultivée par 70 ans de paix. Démilitarisation budgétaire accélérée par la crise économique, même si les chiffres partent de haut, à l'exemple de l'Amérique de l'après-11 septembre. Démilitarisation en termes de capacités, surtout. La question qui fait sens est désormais : les armées européennes – et même les plus puissantes d'entre elles – pourront-elles dans dix ans manœuvrer de manière autonome pour défendre les intérêts, même limités, de leur propre pays ? ou pourront-elles être efficaces dans une coalition dirigée par plus fort qu'elles ? Bref, correspondront-elles aux situations qui leur seront imposées ? En un siècle, plusieurs vagues de « démilitarisation » se sont succédé, fonctions de facteurs divers et pour beaucoup légitimes (qu'on songe au passage de la Wehrmacht à la Bundeswehr). Celle que nous vivons importe particulièrement dans un monde aux rapports de puissance mutants, bien éloigné du fantasme de gestion universelle des années 1920. Ces dernières nous enseignent-elles qu'une culture de paix est une culture désarmée ?

Quant à la crise actuelle de la construction européenne, elle pousse à reconsidérer l'idée de nation dont la légitimité avait semblé fondre dans la fournaise des conflits mondiaux (« Le nationalisme, c'est la guerre ! »)

2. L'expression est de Giulio Douhet, père de la théorie des « bombardements stratégiques » qui étendent la guerre à l'intégralité de la société civile.

Dans ses formes actuelles, la construction européenne veut dépasser le cadre national comme creuset unique de la décision politique, comme référence exclusive d'appartenance. La crise qu'elle connaît renvoie pourtant aux perceptions et sentiments nationaux, dans ce qu'ils ont de meilleur (l'expression de la solidarité, de l'intérêt commun) et dans ce qu'ils disent de pire (le renfermement, l'exclusion de l'autre). L'interrogation est ouverte sur le rapport neuf à construire entre ces nations qui demeurent (en Europe même, les revendications nationales sont tout sauf apaisées) et les institutions transnationales, internationales, qui garantissent la paix et tentent de rendre un monde ouvert quelque peu gouvernable.

Cette interrogation sur la nation, qui doit assumer tout ce que nous avons hérité de la Première Guerre mondiale et de ses suites, paraît d'autant plus nécessaire en un temps d'émergences, d'affirmations de nouvelles puissances, régionales ou globales, qui entendent redessiner un monde dominé depuis des siècles par la force, la technique, la culture, la richesse de l'« Occident ». Les notions d'hégémonie – maligne ou bénigne –, de bataille pour l'hégémonie reviennent en force et l'on sait quel terrible rôle elles eurent dans la marche à la guerre voici un siècle.

Tout cela est bien aussi une réflexion sur la dynamique de puissance et sur les systèmes, globaux, spécialisés ou régionaux, pouvant la canaliser, bref sur la gouvernance à inventer pour notre monde. Depuis les années 1990, l'effondrement des idéologies du développement séparé et la mondialisation économique et psychologique semblaient conduire à une recherche d'institutionnalisation globale, sur le modèle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou du Tribunal pénal international (TPI). Las, les ententes commerciales régionales paraissent, ces dernières années, inverser le mouvement. Et en Asie par exemple, l'absence d'organes régionaux de négociation, de régulation, laisse prospérer sans frein les « déplacements de puissance » et les revendications nationales non maîtrisées. La problématique régionalisme/mondialisme, héritée de la Première Guerre mondiale, est de nouveau au cœur des choses.

Plus largement, n'est-ce pas sur une combinaison inédite d'équilibre des forces et de systèmes de régulation régionaux et globaux qu'il faut compter, le tout prenant en compte la multiplication des acteurs pouvant peser sur le système international ?

Étienne de Durand, directeur du Centre des études de sécurité de l'Ifri, a coordonné la réalisation de ce numéro exceptionnel de *Politique étrangère*, qui se saisit du passé pour mieux le projeter dans l'avenir. Nous nous posons ici à la jonction de trois récits : ce qu'on nous a dit d'hier ; ce que nous savons d'aujourd'hui ; ce que nous imaginons de l'avenir.

La mémoire que ravive 2014 nous renvoie ainsi à ce que nous pensons de la guerre et de la paix de notre temps, sans que nous puissions oublier l'écho des hommes dans la nuit d'hier :

*Nuit du 24 septembre
Demain l'assaut
Nuit violente ô nuit dont l'épouvantable cri profond
devenait plus intense de minute en minute
Nuit qui criait comme une femme qui accouche
Nuit des hommes seulement³*

Dominique David

3. Guillaume Apollinaire, « Désir », in « Lueur des tirs », *Œuvres poétiques*, Paris, Gallimard, 1965.